

3 août 2014

Une grève sociale pour briser l'austérité permanente

L'impératif compétitif imposé par la globalisation des marchés oblige à la course vers le fond du baril (*the race to the bottom*), même pour la Suède. Cet impératif n'a rien d'une loi naturelle mais tout de l'impérialisme d'une poignée de banques et de transnationales encadrée par les FMI, OMC et ONU et par l'explosion des accords de libre-échange entre États plus que consentants. Savent quelque chose de cette compétition coupe-gorge Québecor dont le secteur mondial de l'imprimerie s'est effondré, Bombardier qui lutte pour sa survie avec une C-série qui a le hoquet, SNC-Lavallin à la réputation internationale et nationale amochée, Jean-Coutu avec le flop de sa filiale étasunienne, Rona lessivée par la compétition hors Québec et Banque nationale coincée entre les cinq grandes banques canadiennes. Maintenir la tête de Québec Inc. et de Canada Inc. — pensons à l'effondrement de Nortel et au quasi effondrement de Blackberry— hors de l'eau contre la compétition des quelques centaines de transnationales profitant de la précarité maximum et des programmes sociaux minima étasuniennes et chinoises (et de l'Allemagne avec son hinterland est-européen), et de la puissance financière, diplomatique et militaire de ces grandes puissances, requiert la politique budgétaire d'austérité permanente. Plongent non seulement les salaires directs, les bénéfices marginaux et autres conditions de travail mais aussi le salaire social (services publics et programmes sociaux) de sorte à minimiser l'apport fiscal des entreprises et du 1%. Autrement, ceux-ci investissent aux ÉU et dans les pays dit émergents tout en engraisant les paradis fiscaux avec la bénédiction des gouvernements qui ont voté toutes les législations accommodantes nécessaires, sans compter le laxisme de leur contrôle, avant de faire semblant de corriger le tir.

Les seules dépenses publiques souhaitées par le capital sont celles renforçant sa compétitivité mondiale. Soit certaines infrastructures, particulièrement le transport routier mais aussi une certaine dose de transport collectif et de mise à niveau des infrastructures urbaines. Soit aussi certaines dépenses de fonctionnement telles la recherche-développement et l'éducation supérieure en science, génie et administration mais aussi une éducation maternelle, primaire et secondaire capable de sélectionner les « gagnants » et un système de santé remettant rapidement et minimalement sur le piton les « travailleurs », le tout avec une contribution optimum des bénéficiaires en termes de tarifs, frais et droits. Le capital y trouve mille occasions de profits par les prêts à l'État sans risque de défaut de paiement, par les contrats de construction boursouflés par la collusion et la corruption, par les PPP, contrats d'approvisionnement et sous-traitance aux grasses marges et prémunissant des fluctuations du marché, par de généreuses subventions budgétaires et fiscales, par des prix de médicaments gonflés et par le bar ouvert du paiement à l'acte et autres bonus de type Bolduc au profit des médecins-entrepreneurs. Qu'on se le dise, l'État en ces temps de vaches maigres dues aux bas salaires généralisés, au sur-endettement des consommateurs et au ralentissement des exportations est devenu la vache à lait de l'entreprise privée d'où la collusion et la corruption systémique.

Exit la troisième voie

Voilà le mur qui attend les syndicats du secteur public sans aucune possibilité d'une mitoyenne troisième voie consolatrice comme au bon vieux temps des psychodrames de la dernière heure qui coupaient la poire en deux. Le dernier budget Couillard, à la suite de l'avorté budget péquiste baignant dans les mêmes eaux, a fait le lit de fer du rigide cadre des offres patronales. Au mieux il y aura un simulacre de choix entre la peste et le choléra. Un peu plus dans la sous-enveloppe salaire direct contre un peu moins dans celle des bénéfices marginaux... si ce n'est pas un peu moins de baisse du salaire réel contre un peu plus de dégradation des congés ou libérations ou assurances ou pensions. Il y aura de quoi opposer soit les jeunes travailleuses contre les plus âgées ou celles avec enfants contre celles sans enfant ou les professionnelles contre les

employées de soutien ou un secteur contre un autre. Le gouvernement, dont le cynisme est incommensurable, pourrait aller jusqu'à suggérer une hausse marginale de l'enveloppe des conditions de travail contre un peu moins dans celle du maintien des services de santé et d'éducation, c'est-à-dire plus de coupures, de sorte à opposer les intérêts des travailleuses du secteur public à ceux du peuple travailleur. Même le statu quo, au moins au niveau de l'ensemble des conditions de travail, est hors de portée sans une lutte féroce.

Le Printemps érable a démontré que sans grève sociale une grève générale illimitée de grande ampleur, mais qui mobilisait il est vrai moins de la moitié des étudiants post-secondaire sauf à certains moments, n'a pas été en mesure de préserver le statu quo même si elle a évité le pire. Comme les enjeux sont cette fois d'un tout autre ordre, la grève sociale sera cette fois incontournable à moins d'encre une fois capituler comme en 2005 et en 2010. Et tant qu'à capituler vaut mieux le faire sans combat pour éviter d'inutiles sacrifices économiques et de salées amendes judiciaires, et pire encore, joyeusement récupérés par l'État qui par la même occasion fait porter l'odieux de l'interruption d'essentiels services publics sur le mouvement syndical. Car si l'éducation post-secondaire n'est pas un service essentiel à moins de se prolonger au point de remettre en question les sessions, et encore moins d'un point de vue capitaliste si elle concerne peu les étudiants dans les secteurs scientifique, de génie et de l'administration, telle n'est pas le cas de l'éducation primaire et secondaire et du secteur de la santé. La traditionnelle grève générale illimitée avec ligne de piquetage est un cul-de-sac à éviter à tout prix tout comme son succédané, la grève rotative ou perlée, qui ne fait qu'étendre dans le temps les mêmes maux en exaspérant en plus les usagères par son imprévisibilité et les travailleuses en désorganisant les services sur le long terme... et n'empêchant nullement à terme le couperet d'une loi spéciale ou l'application de la répressive loi des services essentiels.

L'historique signification québécoise de « grève sociale » : 1972, 2003 et 2012

Dans le cadre du Printemps érable, la grande manifestation du Jour de la terre du 22 avril 2012 a donné un aperçu d'un grand rassemblement populaire mêlant étudiantes et « *le monde ordinaire* » aspirant à une société écologique et démocratique. Manquaient des revendications spécifiques à ce mouvement « *indigné* » et un plan d'action pour la suite des choses autre que la continuation de la grève étudiante alors à son zénith. La grève sociale n'était pas au rendez-vous parce que non désiré à ce moment par une CLASSE trop confiante dans la seule force étudiante et encore moins par la bureaucratie syndicale, malgré des pressions de la base militante au moins chez la CSN, respectueuse de la légalité bourgeoise et s'auto-limitant au cadre économique de la convention collective, et non plus par la direction de Québec solidaire qui s'est tenue coite sur le sujet espérant en bénéficier électoralement sans coup férir. Un autre exemple ponctuel et partiel de 24 heures de grève sociale sans cette fois de perspective d'alternative anti-système mais avec débrayages des secteurs publics et privés partiellement à l'encontre des directions syndicales, tout au moins de la FTQ, et surtout avec actions directes (blocages de routes, de ports, de casinos) a été la journée du 11 décembre 2003 contre les « *lois scélérates* » du gouvernement Charest dont la révision de la loi anti-scab favorisant la sous-traitance et la fusion forcée des syndicats du secteur public. On se dit qu'il faudrait la convergence de ces deux types de mouvement dans une escalade jusqu'à la grève générale politique appuyée activement par le mouvement populaire afin de casser la politique d'austérité permanente pour une politique de plein emploi écologique.

Vient alors à l'esprit l'exemple du père de tous les Fronts communs, celui de 1972. On objectera qu'étant donné la grande différence des rapports de force entre cette époque de la fin des « trente glorieuses », déjà cependant en panne depuis 1968 et ses révoltes étudiantes et quelque fois ouvrières, et celle néolibérale d'aujourd'hui, mais en crise, que cet exemple est passé date. Ce serait nié que l'histoire de la lutte sociale au Québec puisse être une source d'inspiration à condition de faire la part des choses. Les gens d'aujourd'hui, comme l'a prouvé la Journée de la terre 2012 et ailleurs les mouvements Occupy et Indigné, veulent tout autant de changements fondamentaux que celles et ceux d'il y a quarante ans. En fait les gens d'aujourd'hui sont plus

méfiantes des traditionnelles directions politiques et syndicales, tant de leur idéologie de la croissance consumériste que de leur verticalisme antidémocratique, que ceux et celles d'hier. Les 99% ne sont pas encore toutefois arrivés à élaborer un nouveau programme de société, une nouvelle stratégie de conquête du pouvoir contre le capital — même que plusieurs en sont venus à remettre en question cet objectif et encore plus son moyen partidairer — et un nouveau type d'organisation. Le raccordement du cadre national des luttes et du caractère mondial des solutions, contre la dégradation écologique, les guerres impérialistes, le capital financier, les transnationales et les institutions de Bretton Wood, est loin d'être évident. Mais les expérimentations, sans encore aboutir, se multiplient depuis le mouvement altermondialiste du début du siècle et surtout depuis les révolutions dans le monde arabe. Reste que les gens d'hier étaient plus confiants suite aux gains sociaux des trente glorieuses mais aussi plus naïfs à propos d'un modèle socialiste réellement inexistant dorénavant effondré ou celui social-démocrate s'illusionnant à propos d'un capitalisme du partage maintenant en voie de disparition. Le Front commun de 1972 est parvenu jusqu'aux portes d'un pouvoir alternatif au point d'obliger le gouvernement Libéral de l'époque, avec l'appui du jeune PQ et avec la connivence des directions syndicales, à faire des concessions économiques majeures.

Porté par l'air du temps induit par un climat de lutte sociale généralisée tant au Québec qu'ailleurs dans le monde impérialiste, ce qui allait culminer dans la « *révolution des œillets* » au Portugal en 1975, galvanisé par de multiples luttes de libération nationale qui allaient aboutir à la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979, le peuple travailleur québécois conjugua dans la rue émancipation sociale et libération nationale comme nulle part ailleurs au nord du Rio Bravo / Grande. La revendication du salaire plancher de 100 \$, mais aussi d'importantes hausses salariales, l'indexation au coût de la vie et la création d'un fonds de pension, contrait à ce point la loi de l'offre et de la demande régissant le marché du travail qu'elle en était en soi anticapitaliste. Au nom de la bourgeoisie, le gouvernement Bourassa, qui en sous-fifre du gouvernement Trudeau avait réglé manu militari la crise d'Octobre en 1970, imposa une loi spéciale de retour de travail au Front commun de 210 000 membres ce à quoi se plia illico les directions syndicales malgré un désaccord de la majorité des instances consultées. Comme c'est souvent le cas, cette victoire patronale initiale galvanisa l'apeurée bourgeoisie vengeresse. Elle emprisonna pour six mois une quarantaine de dirigeants syndicaux dont les trois chefs des centrales pour un an sous le prétexte qu'ils avaient invité à défier les injonctions précédant la loi spéciale. Mal lui en prit. Bientôt 300 000 syndiquées tant du public que du privé, bénéficiant d'un fort appui populaire, prirent la rue jusqu'à contrôler certaines villes moyennes sur la Côte Nord durant une journée et certains poste de radio dont à Québec et à Montréal pendant au moins quelques heures. Redécouvrant leur sens de l'État garant de la loi et de l'ordre, les chefs syndicaux se négocièrent une sortie de prison en retour de fortes concessions économiques. La loi et l'ordre restaurées, l'État les renvoya en prison sans que personne ne s'en émeuve outre mesure pendant que certaines catégories professionnelles et certains syndicats d'industries légères dans les petites villes scissionnèrent soit du Front commun soit de la CSN, la plus combative des centrales.

Leçons à tirer sur fond d'occupation-autogestion à l'ALCAN-Arvida en 2004

S'il y a une première leçon à tirer du Front commun de 1972 c'est que la bourgeoisie est prête à de sérieuses concessions économiques quand elle perçoit que son pouvoir est le moins menacé. À l'inverse, un simple rapport de forces économique même allant jusqu'à une grève générale prolongée du secteur public n'amènera pas l'État bourgeois à faire des concessions que la bourgeoisie juge anticapitalistes. En tant que patron-législateur, l'État aura recourt aux tribunaux, à l'idéologie de garant du bien commun comme gouvernement légitimement élu et finalement aux lois spéciales. Troisième leçon : La bureaucratie syndicale, même la plus anticapitaliste en paroles avec de tonitruantes déclarations et des « manifestes » à l'emporte-pièce, s'en tient au « respect des institutions », c'est-à-dire à la loi et l'ordre, à peu de choses près sans tenir compte de la démocratie syndicale. Ce respect inclut le caractère « sacré » de la propriété privée capitaliste. En janvier-février 2004, dans la foulée de la journée de perturbation

du 11 décembre 2003 et alors que plusieurs syndicats se prononçaient pour la grève sociale, l'occupation-autogestion pendant plus de deux semaines de l'usine d'Arvida de l'ALCAN par ses travailleurs, appuyée activement par leurs camarades et par presque toute la population régionale, n'a bénéficié que d'un encouragement de façade par la direction de la FTQ. Celle-ci a poussé au compromis face aux injonctions même après un premier rejet, par la base syndicale, d'une entente négociée. Il n'a jamais été question pour la direction de la FTQ de mobiliser l'ensemble du mouvement syndical et populaire par exemple pour des manifestations monstres à Montréal et à Québec et, pourquoi pas, pour des grèves d'appui d'au moins 24 heures, au nom de la création d'emplois, du développement régional et, *last but not least*, de la nationalisation des installations hydro-électriques de l'ALCAN.

Ces leçons ont gardé toute leur actualité. L'austérité permanente est la politique capitaliste du jour. Sa contestation est jugée anticapitaliste. Le Front commun 2015, pour gagner, ne pourra faire l'économie d'une grève sociale, c'est-à-dire d'une grève générale avec occupation-autogestion, à la mode ALCAN-Arvida, appuyée par des manifestations géantes, à la mode du Jour de la terre 2012 elles-même s'inspirant du mouvement des Indignés, contre l'austérité et pour une réforme fiscale. Cette grève-occupation et ces manifestations monstres devront être jumelées à des actions de perturbation du système de transport à la mode du 11 octobre 2003 qui s'inspirait des tactiques des *piqeteros* lors de la révolte antilibérale du peuple argentin en 2000-2001 laquelle aboutit à l'annulation partielle de la dette étrangère de ce pays d'où l'esprit vengeur du capital financier qui rebondit ces jours-ci sous formes de fonds vautour.

Commencer par le commencement de la tradition récente des manifs géantes

Mais au-delà des revendications appropriées pour créer l'unité du peuple-travailleur et différenciant le niveau de la convention collective, celui du mouvement social et celui de l'horizon anticapitaliste (voir mon article précédent du 20/07/14), il faut pour le plan d'action commencer par le commencement. Existe au Québec une récente tradition de manifestations géantes depuis celles de la Marche des femmes contre la pauvreté de 1995 et 2000 relayées par celle du Sommet des peuples de 2001 et celle contre la guerre au Moyen-Orient de 2003. Récemment, il y eut la manifestation syndicale « verte » du 15 décembre 2009, mais sans suite mobilisatrice, puis celle étudiante du 10 novembre 2011, durant l'épisode Occupons-Montréal mais l'ignorant, annonçant le Printemps érable et ses super manifestations des 22 mars, avril et mai 2012. Il y aura, espérons-la du même ordre de grandeur, la « *grande manifestation de la société civile québécoise Gaza-Québec solidarité* » du 10 août prochain renouant avec l'internationalisme altermondialiste.

Voilà par où il faut commencer : Une grande manifestation cet automne pour l'égalité salariale public-privé, contre les coupures, les privatisations et les hausses de tarif, contre l'austérité et pour des services publics bonifiés et pour une réforme fiscale. En parallèle est à mener la guerre contre la désinformation médiatique s'appuyant sur la machine de relations publiques de l'employeur étatique. Cela d'autant plus que les travailleuses des services publics ont un contact direct avec une grande partie de la population, malgré la défection des infirmières du Front commun et malgré l'absence des travailleuses des garderies et celle des travailleurs du transport en commun. Elles sont en mesure de contrer la désinformation des monopoles médiatiques par la distribution de littérature et par la parole libérée tout en s'appuyant sur les blogues et sur les réseaux sociaux. Gare au triple étapisme des revendications d'abord, des négociations ensuite et à la fin seulement des moyens de pression. Des revendications unifiant syndiquées et peuple travailleur ne s'élaborent qu'en dialectique avec un débat sur un plan d'action audacieux dont les premiers éléments sont immédiatement à mettre en œuvre. La mobilisation ne saurait attendre le résultat tardif de l'échec des négociations pour aboutir à une riposte de trop peu trop tard.

Les buts et les tâches d'Offensive syndicale

On m'objectera que l'ensemble de mes propositions est complètement irréaliste. Ce qui l'est est le maintien de l'étapiste stratégie bureaucratique de la concertation dont l'échec est 100% garanti. Cette stratégie n'a pour but que de démobiliser la base pour mieux la blâmer de l'échec. On soulève des espoirs lors de l'étape de l'élaboration des revendications pour mieux jeter une douche d'eau froide lors de celle des négos, menées en secret pour créer un attentisme illusoire, tout en décourageant toute riposte en prétendant qu'on est allé chercher le maximum permis par la conjoncture. Ébranlée, la majorité se résigne ou refuse pour l'honneur sans engager le combat d'autant plus que menace la rigueur de la loi et qu'il n'y a pas de direction alternative éprouvée pour prendre la relève. Ainsi est tuée dans l'œuf toute contestation de la haute direction syndicale pendant qu'elle démontre à l'État patron sa fiabilité politique et sa capacité d'encadrement de la base. En retour d'ascenseur, l'État subventionne son intégration au sein du capital financier par les famoureux rabais d'impôt pour les soi-disant *fonds de solidarité* de sorte à consolider ses acquis de caste bureaucratique. Le but d'Offensive syndicale est de se construire comme cette direction alternative dans la lutte interne contre les forces bureaucratiques afin d'être en mesure de vaincre l'État patron sur son terrain, le terrain politique. Il s'agit pour l'organisation de sortir renforcée de la lutte sociale qui s'annonce, essentiellement de s'installer dans la durée comme opposition syndicale reconnue par la base militante. Elle y arrivera si elle a les idées claires et qu'elle ne flanche pas dans leur diffusion sous les coups de boutoir de la bureaucratie lesquels peuvent être cruels et durs. Évidemment, plus la lutte se développera, plus le terrain pour ce faire sera favorable mais il n'y a là aucune garantie.

Une fois s'être doté d'une orientation, d'un éventail hiérarchisé de revendications complété par un plan d'action à l'avenant, mais aussi d'une compréhension commune des acquis et faiblesses de l'historique des luttes sociales québécoises et d'ailleurs dégagant des perspectives d'émancipation sociale, de contre-arguments répondant aux relations publiques patronales et aux coups de couteaux dans le dos bureaucratiques, reste à les propager par des moyens adéquats. Le site web du groupe est devenu inactif. Il n'y a aucune raison que les compte-rendu des assemblées générales n'y soient pas publiés ni même qu'il n'y ait pas un volet pour les contributions personnelles n'engageant que leurs auteurs comme c'était la pratique sur les sites web de l'UFP et d'Option citoyenne au début de ce siècle, transparence malheureusement disparue avec Québec solidaire. Il est plus que temps de réconcilier les pratiques syndicales, surtout pour les regroupements prétendant à être en opposition aux directions syndicales, avec les exigences de radicalité démocratique du soulèvement des Indignés et du Printemps érable sans toutefois tomber dans la caricature de l'horizontalisme doctrinaire. Les débats politiques au sein d'une organisation voulant rallier la militance syndicale et leurs alliés sont un outil stimulant l'adhésion, ne faisant fuir que les apprentis bureaucrates imprégnés de consensus autour des directions, incapables de tolérer la dissidence et imbus de contrôle de la base. Seul une radicale démocratie permettra d'arriver à publier une littérature papier — pourquoi pas un journal de quatre pages — capable de structurer les interventions des membres dans les assemblées internes et lors des contacts personnels.

Marc Bonhomme, 3 août 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Quelques références web

1. Front commun de 1972

https://www.youtube.com/watch?v=kFwavYkm_7c

<https://www.youtube.com/watch?v=yDxqB2bic3U>

<https://www.youtube.com/watch?v=u4Mb22BfUgM>

<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/200905/12/01-855588-le-but-du-front-commun-de-1972-100-par-semaine.php>

<http://www.museedelhistoire.ca/cmcc/exhibitions/hist/labour/labv39f.shtml>

http://www.scfp3535.com/documents/historique/Le_Front_Communiste_Intersyndical_de_1972.pdf

<http://www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/essais/2011Tremblay-Boily.pdf>

2. Occupation-autogestion de l'ALCAN-Arvida en 2004

<http://resistance-02.blogspot.ca/2008/12/souvenir-de-2004-occupation-de-lusine.html>

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200401/31/008-manif-alcan-arvida.shtml>

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200402/03/004-arvida-mardi.shtml>

http://ici.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/nouvelles/200402/10/001-fssa_rejet_entente.shtml

<http://nefac.net/node/982>

<http://archives.lautjournal.info/autjourarchives.asp?article=1884&noj=227>

<http://www.themilitant.com/2004/6812/681210.html>

Quelques articles du Devoir disponibles seulement aux abonnés